

Un « plan Manhattan » de la conscience

(Document de travail en progrès – version actualisée pour un rendez-vous à Paris le 3 juillet 2019)

Formulation du problème

Au gré de toutes les péripéties de ces dernières années, la France trace son chemin en direction de la mise au jour d'un genre de connaissance cumulative, en apparence exotique, toutefois passage obligé pour le pays si l'on se place dans la perspective de l'implémentation d'un autre type de gouvernance devenu indispensable, car beaucoup plus robuste que celui dont nous disposons actuellement face aux effets d'une crise planétaire en plein développement.

Sans avancée méthodologique majeure, rien de décisif ne peut se passer, de nature à nous permettre de mieux appréhender les défis qui se dessinent. Je n'ai jamais bougé d'un iota sur ce point. Tout ce qui a été fait depuis le début, c'est à dire l'accumulation de preuves et de paramètres exploitables afin de piloter le pays, le montre. Tout ce qui a été annoncé dès 2009 dans l'ouvrage en forme de programme « l'Ascension – une nouvelle science » s'est matérialisé au-delà de toutes les attentes et d'une façon qui, de plus, dépasse l'imagination la plus fertile. Ce qui constitue une forme de preuve.

Le système de pensée/langage dans lequel nos problèmes sont formulés est incomplet. Dans le sens où, ce n'est pas celui grâce auquel les impasses apparentes peuvent trouver des axes de résolution.

Le nouveau type de connaissance à développer, apparaît comme une sorte d'épistémologie élargie. Une machinerie d'aspect un peu ésotérique destinée à permettre l'extraction à partir de l'extérieur de la conscience humaine d'une grande quantité d'informations. Aucune autre méthodologie actuellement disponible ne permet de le faire. En effet, derrière se profile la présence d'une physique de la conscience dans le temps qui échappe aux cadres méthodologiques classiques qui sont trop étroits. Cela suggère l'existence d'une énorme quantité d'informations cruciales, mais inaccessibles selon les moyens conventionnels.

Aucune des méthodologies en usage, d'ailleurs, ne dispose des ressorts internes nécessaires afin de voir qu'on se trouve en situation d'incomplétude si l'on se limite à ce qui est habituellement pratiqué. Chacune, d'ailleurs, pour des raisons qui lui sont propres.

D'autant plus que, par essence-même, la connaissance universitaire se découpe artificiellement en départements ultra-spécialisés qui ne se comprennent même pas entre-eux. Alors que nous avons grand besoin d'un nouveau type de connaissance intégrale et synthétique en mesure d'établir des relations, en temps réel, entre des secteurs n'ayant rien à voir entre eux en apparence, mais dont les phénoménologies respectives sont en réalité intrinsèquement liées. Mais à un autre niveau, beaucoup plus abstrait, qui ne devient apparent que si des constructions additionnelles sont prises en compte.

En effet, ces relations cachées, au-delà du temps et de l'espace, ne peuvent être perçues que grâce à la mise en œuvre systématique d'un cercle herméneutique perpétuellement révisé, sur lequel repose toute la gouvernance de demain. Car c'est lui qui procure la grille de lecture des événements présents et passés, tout en anticipant sur ceux du futur. Cette technique a été employée dans le cadre des supervisions réalisées jusqu'à maintenant. Et, bien entendu, elle le sera en ce qui concerne les épisodes à venir.

Tout se passe comme si il existait un mécanisme de pilotage avec lequel il serait possible d'établir un dialogue, à condition que l'on identifie le langage adéquat.

L'un des symptômes les plus criants de l'insuffisance des méthodologie actuelles est le fait que leur emploi exclusif nous a mené directement à la crise planétaire, sans qu'aucun frein ne soit jamais mis, en dépit d'avertissements de plus en plus insistants depuis des décennies. C'est bien la preuve qu'il manque une case centrale dans le logiciel de la conscience moderne.

Mais il y a bien d'autres manières de voir cette incompétence structurelle du système de pensée qui est mis en œuvre au moment où ces lignes sont écrites.

Ce qu'il faut faire c'est donc appliquer l'épistémologie élargie qui n'est pas réductible à ce qui est déjà connu. Sinon, elle n'apporterait rien de plus. Elle ne serait qu'un prolongement technoscientifique parmi d'autres. Avec la même incapacité à juguler ce qui pose problème. Accepter cette idée, ou simplement la concevoir comme une option plausible en lui laissant le temps de faire toutes ses preuves, c'est permettre à la France d'accomplir un saut conceptuel de géant qui aurait dû être accompli depuis un bon moment. Nous n'en serions pas là sinon !

Tout le travail qui a été réalisé, avec des moyens pour le moins artisanaux, constitue l'embryon de cette entreprise qui peut être considérée comme **un plan Manhattan de la conscience, autour duquel se cristallise la volonté unifiée du pays.** L'épistémologie élargie est opérationnelle parce qu'elle est la face visible d'une physique d'un autre genre qui nécessite des adaptations méthodologiques majeures si on la compare à la physique usuelle qui, elle, se concentre exclusivement sur la matière.

La décision de se lancer sur cette trajectoire résulte d'une injonction de nature politique. C'est un acte de volonté similaire à celui du roi d'Espagne envoyant Christophe Colomb à l'autre bout du Monde afin de voir ce qui s'y trouve. Aucune autre institution que la gouvernance elle-même ne peut la prendre à sa place. C'est en ce sens qu'elle est fondatrice en terme de libre arbitre. Elle constitue l'acte politique suprême : aussitôt prise, les portes du futur s'ouvrent pour la France, alors que se désamorce en même temps le mécanisme de forçage qui maintient la France enchaînée aux conséquences d'un épisode de son passé.

La trajectoire de preuve

Ce qui doit être fait consiste simplement à regarder le protocole de preuve déjà existant et à en déduire ce qui semble le plus naturel : à savoir, qu'il n'y a aucune raison qu'il ne se poursuive pas, ce qui est synonyme de difficultés supplémentaires rencontrées par la France, sans finalité autre que de faire comprendre par le sang et la douleur ce qui doit être actualisé au plus vite. Est-ce que c'est bien cela qu'on désire ? Ne serait-il pas plus facile d'écouter et d'entendre, afin d'opter pour une autre façon de mener le processus de preuve ?

Ce travail est déjà bien avancé. Si on décide de le poursuivre, avec d'autres moyens, alors on va donner une avance phénoménale au pays qui devrait lui permettre à terme, entre autres choses, de superviser de façon proactive l'évolution du monde. Cela, grâce à la libération progressive de toute l'information nécessaire afin de reformater son environnement extérieur.

Ce qui le rendra ainsi disponible pour une transformation intérieure profonde rendue inévitable par l'emballage de la crise planétaire qui se traduit, doit-on le rappeler, par la convergence simultanée d'une série de menaces existentielles.

Tant qu'on refuse de le faire, alors il faut se préparer à tous les coups de boutoir contre la France possibles et inimaginables, se traduisant par des morts et des destructions, en raison de l'existence du mécanisme de forçage que seule une décision précise, déjà énoncée, est en mesure de neutraliser.

Tant que ce mécanisme est en place, inutile de douter, des problèmes très graves, pourtant évitables et d'une certaine façon inutiles, se produiront de manière à ce que la trajectoire de prise de conscience arrive à son terme ultime. Finalement, c'est une chance déguisée. L'héritage posthume du général de Gaulle car découlant des conditions dans lesquelles la Ve République a émergé.

Tous les épisodes terroristes des années 2015-2016-2017-2018, ainsi que la crise des gilets jaunes résultent ainsi des aléas du processus de compréhension et d'apprentissage. L'ensemble du processus de supervision est constitué de pièces à conviction adressées à l'appareil de l'État depuis le 15 décembre 2012, mais surtout à partir du 13 février 2015 (document de supervision des attentats de Paris du 13 novembre 2015).

Une chorégraphie extrêmement précise émerge, avec des coefficients mathématiques déterminés, intervenant dans ce que j'appelle « Schéma de la phase 83 », ayant permis à plusieurs reprises de prédire un horizon temporel très précis. Si l'on adopte le point de vue de ce travail, tout indique que la France se dirige à grande vitesse vers un changement de gouvernance historique.

Tout ceci fait partie d'un processus de preuve dont l'objet est de faire accepter l'idée que l'arsenal de la pensée est techniquement, à ce stade, incomplet. C'est cela qui va nous aider grandement à faire face aux obstacles majeurs et désormais impossibles à éviter qui vont arriver, les uns après les autres, sur notre route. Ceux qui suivent la preuve en temps réel deviennent de facto des témoins, voire à leur tour, des participants. Il n'y aura jamais de preuve scientifique au sens strict du terme.

Les derniers développements incluent la supervision de l'incendie de ND de Paris, la mort des deux commandos au Burkina Faso, l'attentat de Lyon, la mort des sauveteurs aux Sables d'Olonne et enfin la mise en perspective chronologique de la canicule historique ayant frappé la France dernièrement.

Ce travail, au-delà de la production des pièces à conviction, recèle une facette théorique qui avance en temps réel au fur et à mesure des obstacles rencontrés par la France. D'une certaine façon, en les intégrant et en les anticipant. Car tous s'enchaînent les uns après les autres selon une logique interne parfaitement capturée au cours de la mise en œuvre du cercle herméneutique. Il n'y a aucune raison de penser qu'il en sera autrement dans le futur. Tout se passe comme si, par effet cumulatif, les problèmes à venir de la France étaient déjà factorisés dans la théorie actuelle qui est vouée à se complexifier de plus en plus. D'où son intérêt. Car nous n'aurons jamais le temps de développer une approche strictement scientifique des problèmes qui arriveront sur nous à un rythme de plus en plus rapide et chaotique.

Les certitudes

Dans ce travail, il n'y a pas de croyances ou d'opinions: il n'y a que des perspectives dont la robustesse est établie au fil du temps.

Dès le mois de décembre 2012, comme écrit au premier ministre de l'époque, Jean-Marc Ayrault, le caractère stratégique de l'iboga (Bwiti) pour la France est souligné. Sans que j'aie la moindre idée de toutes les prises de conscience à venir. Selon certaines rumeurs fondées, l'ancien premier ministre aurait été victime d'une overdose suite à la prise d'iboga en décembre 2014. Ce qui est quand même remarquable compte tenu de tous les prolongements de ce travail, dont l'envoi de cette lettre est l'acte premier.

A partir de janvier 2015, il est définitivement établi que l'épistémologie élargie doit être développée au plus vite et qu'elle implique la sécurité nationale. Depuis, cette perspective n'a été que confirmée par les faits.

A partir de juin 2016, il a été établi que la Ve République reposait de toute évidence sur un contrat sorcier de protection pris par le général de Gaulle dans le Bwiti du Gabon. C'est ce contrat qui a sauvé la vie du général de Gaulle le 22 août 1962 au Petit-Clamart. Une dette, jamais payée, en résulte. C'est cela qui pose problème et qui est à l'origine du mécanisme de forçage dont il est question plus haut. Mais en même temps, c'est une opportunité car c'est cela qui devrait permettre à la France de comprendre, avant tous les autres pays, pourquoi une épistémologie élargie doit être mise en place. Depuis, cette perspective n'a fait que se renforcer jour après jour. L'incendie de ND en constituant la preuve finale tant attendue.

A partir de juillet 2017, il a été établi que ce contrat remontait au 24 mars 1953. L'attentat de Trèbes en constituera la preuve finale. Il ne fait guère de doute que le crash provoqué de l'avion German Wings du 24 mars 2015 est aussi directement lié à la dette du contrat et que cela fait partie des implications du document de supervision du 13 février 2015 dans lequel la date butoir du 12 mars était indiquée.

Depuis longtemps, il semble logique que le remboursement de la dette du contrat du Bwiti et donc la neutralisation du mécanisme de forçage doit s'opérer par le biais de l'introduction de l'épistémologie élargie. C'est ce qui a été expliqué aux plus hautes autorités de l'état depuis le 3 janvier 2017 (première lettre au président Hollande). Cette intuition profonde n'avait jamais reçu de confirmation formelle jusqu'à maintenant. C'est bel et bien le cas désormais depuis la fin juin 2019. Cela résulte directement de la progression de la facette théorique de ce travail, effectuée en parallèle avec toutes les dernières opérations de supervision.

